

FRMJC CHAMPAGNE ARDENNE

Siège social : 43 Esplanade Eisenhower
51100 REIMS

SIRET : 775 612 757 00093 APE 9499Z

RAPPORTS

DU

COMMISSAIRE AUX COMPTES

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims



1 Bd. Charles Ballet
10000 Troyes



Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72



e.moreau@cabinet-egele.fr
pjo.egele@cabinet-egele.fr

FRMJC CHAMPAGNE ARDENNE

Siège social : 43 Esplanade Eisenhower
51100 REIMS

SIRET : 775 612 757 00093 APE 9499Z

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims



1 Bd. Charles Ballet
10000 Troyes



Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72



e.moreau@cabinet-egele.fr
pjo.egele@cabinet-egele.fr

A l'assemblée générale de l'association FRMJC CHAMPAGNE ARDENNE,

1) Opinion :

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FRMJC relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2) Fondement de l'opinion :

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note portée en annexe et relative à l'application du principe de continuité d'exploitation. Celui-ci généralement admis dans un contexte d'une situation économique et financière positive, pourrait être remis en cause si les orientations menées par la gouvernance ne produisaient pas leurs effets à court terme.

3) Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur :

- l'exhaustivité et la réalité du chiffre d'affaires et des autres produits,
- l'exhaustivité et la réalité des subventions reçues comptabilisées ;
- l'explication des variations des frais généraux ;
- l'explication de variation de charges de personnel.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

4) Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les documents adressés aux Membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

5) Responsabilités de la direction et des personnes constituant le groupement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6) Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

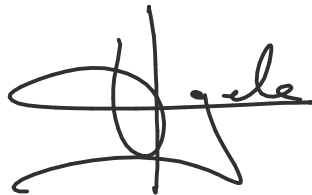
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 23/05/2025

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'P' and 'J' followed by 'egele'.

Pierre J. EGELE

BILAN 2024

A C T I F	31 DECEMBRE 2024			EXERCICE 2023	P A S S I F	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
	MONTANT BRUT	AMORTISS. PROVISIONS	MONTANT NET				
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>					<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					Capital	205 881	205 881
Dépôt et marques					Ecart de réévaluation	213 421	213 421
Install. générales et agencement	20 719	11 372	9 347	11 306			
Matériel de transport	44 648	29 823	14 825	22 769			
Matériel et mobilier de bureau	39 748	35 388	4 360	9 071			
	-----	-----	-----	-----			
* Total	105 115	76 583	28 532	43 146	Report à nouveau	-400 203	-640 085
					Resultat de l'exercice	-100 167	239 882
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					Provisions réglementées - Subv. Invest. Dacia Dokker		635
Dépôts et cautionnements	909		909	909	Provisions réglementées - Subv. Invest. Systèmes Visio	1 458	4 389
Fonds EFC (Extension Fin de Carrière)	91 998		91 998	89 638	Provisions réglementées - Subv. Invest. Mat. de Bureau		301
	-----	-----	-----	-----	Provisions réglementées - Subv. Invest. Siège de Bureau	1 544	2 019
* Total	92 907		92 907	90 547	Provisions réglementées - Subv. Invest. Volkswagen Golf 8	4 186	6 186
	-----	-----	-----	-----		-----	-----
***** TOTAL I	198 022	76 583	121 439	133 693	***** TOTAL I	-73 880	32 629
<u>ACTIF CIRCULANT</u>					<u>PROVISIONS POUR RISQUES</u>		
Régies d'avance	500		500	500	Provisions retraite	236 004	201 446
Prêt FD 51						-----	-----
Avances et acomptes versés sur commandes	291		291		***** TOTAL II	236 004	201 446
Produits à recevoir	28 451		28 451	18 094			
Clients et comptes rattachés	87 277	14 909	72 368	78 745			
	-----	-----	-----	-----			
* Total	116 519	14 909	101 610	97 339	<u>DETTES</u>		
					Emprunt Volkswagen	1 492	2 088
Crédit Agricole - compte courant	42 568		42 568	88 882	Provisions congés payés	81 961	37 192
Crédit Agricole - livret A	71 727		71 727	76 721	Dettes sociales	111 209	93 182
Crédit Agricole - CSL Associatis	79 022		79 022	50 713	Dettes fiscales	6 366	5 669
	-----	-----	-----	-----	Charges à payer	356	23
* Total	193 317		193 317	216 316	Fournisseurs et comptes rattachés	12 510	17 394
	-----	-----	-----	-----	Autres	1 927	2 159
***** TOTAL II	309 836	14 909	294 927	313 655		-----	-----
					* Total	215 821	157 707
Charges constatées d'avance	1 043		1 043	1 819			
	-----	-----	-----	-----	Produits constatés d'avance .	39 464	57 385
***** TOTAL III	1 043		1 043	1 819		-----	-----
	-----	-----	-----	-----	***** TOTAL III	255 285	215 092
***** TOTAL GENERAL	508 901	91 492	417 409	449 167	***** TOTAL GENERAL	417 409	449 167

COMPTE DE RESULTAT 2024

CHARGES	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	PRODUITS	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>			<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>		
CHARGES EXTERNES	99 000	148 960	PRESTATIONS DE SERVICE	959 846	1 424 366
PRESTATION FD 51 COMPTA	42 000	41 000	MISSIONNEMENT SUR COLLECTIVITES (POSTES)	215 427	659 837
PRESTATION FD 51 ASSISTANCE DIRECTION	18 000	35 000	MISSIONNEMENT SUR COLLECTIVITES (POSTES) CONV. FONJEP	121 201	117 088
PRESTATION FD 51 CULTURE		24 000	MISSIONNEMENT SUR ASSOCIATIONS (POSTES)	581 690	608 115
PRESTATION FD 51 ACTION ENFANCE JEUNESSE (AY)	35 000	32 000	MISSIONNEMENT TRAIT D'UNION VENDEUVRE	3 000	3 000
PRESTATION RM PROD CLOTURE EPC		13 925	MISSIONNEMENT LA CHAPELLE ST LUC	5 000	5 000
PRESTATION ENTRETIENS PROFESSIONNELS			MISSIONNEMENT LES TOURELLES	2 000	1 667
PRESTATION MISSION ENVIRONNEMENT	4 000	3 000	MISSIONNEMENT FETE DE LA SCIENCE FD 10	9 000	
PRESTATIONS DIVERSES		35	FORMATION-ANIMATION JEUNESSE-CULTURE	7 528	13 483
			ANIMATION PROJETS REGIONAUX MJC GRAND EST	15 000	16 176
AUTRES ACHATS (60) *cf annexe	11 062	9 350			
SERVICES EXTERIEURS (61) *cf annexe	30 748	32 129			
AUTRES SERVICES EXTERIEURS (62) *cf annexe	32 076	33 411			
IMPOTS ET TAXES	65 331	104 772	LOCATION SYSTEME VISIO FD AUBE	595	1 190
TAXE SUR SALAIRES	41 673	66 550			
PARTICIPATION EMPLOYEUR A LA FORMATION PRO	10 208	18 001	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	82 472	69 461
COTISATIONS URSSAF FORMATION	6 140	9 462	SUBVENTION DRAC - EPC		
COTISATIONS OPCO UNIFORMATION	7 310	10 759	SUBVENTION REGION DRAJES - ANNEE EUROPE JEUNES 2022		
CHARGES DE PERSONNEL	915 770	1 167 216	SUBVENTION ERASMUS - SVE 2022/23		3 100
APPOINTEMENTS BRUTS	607 947	896 562	SUBVENTION ERASMUS - SVE 2023/24	17 921	
PROVISION CONGES A PAYER	44 769	-89 897	SUBVENTION CAF 08 - EXPOS 2023		4 000
INDEMNITES ET AVANTAGES DIVERS	982	49 047	SUBVENTION CAF 08 - EXPOS 2024	4 000	
COTISATIONS URSSAF	167 817	248 805	SUBVENTION DREETS - VALEUR REPUBLIQUE LAICITE		3 300
COTISATIONS PREVOYANCE	15 094	19 548	SUBVENTION FONJEP	48 551	55 061
COTISATIONS RETRAITE	42 237	64 860	SUBVENTION DILCRAH - EXPOS 2023		4 000
COTISATIONS MUTUELLE	2 708	3 928	SUBVENTION FDVA - EXPOS 2024	5 000	
REMBOURSEMENTS FRAIS DE TRANSPORT	29		SUBVENTION DIVAP - EXPOS 2024	5 000	
PARTICIPATION EMPLOYEUR CHQS RESTO	3 924	6 948	SUBVENTION MSA 51 - EXPOS 2024	1 000	
MEDECINE DU TRAVAIL	1 384	2 535	SUBVENTION MSA 08 - EXPOS 2024	1 000	
COTISATIONS CSE	6 005	7 666			
AUTRES CHARGES DU PERSONNEL					
PROVISION CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	22 874	-42 786			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	15 212	19 243	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS		
DOTATIONS AUX PROVISIONS RETRAITES	236 004	201 446	REPRISES SUR PROVISIONS RETRAITES	201 446	387 495
AUTRES CHARGES	5 470	4 295	AUTRES PRODUITS	51 218	59 318
REGUL. ECARTS CTS		2	2 REGUL. ECARTS CTS	2	
COTISATIONS STATUTAIRES	5 470	4 293	ADHESIONS A LA FRMJC	18 266	17 021
			REMBOURSEMENT FRAIS MJC GRAND EST	12 193	10 866
			REMBOURSEMENT FRAIS CMJCF	705	1 675
			REMBOURSEMENT FRAIS DIVERS (EXPOS, FORMATIONS, CES...)	4 585	4 700
			INDEMNITE DE TUTORAT SERVICE CIVIQUE FD 10	1 040	1 400
			PRISE EN CHARGE MJCI AY PRIME DIRECTEUR	2 359	1 474
			PRISE EN CHARGE AREL COUT DE POSTE COORDINATRICE	2 500	2 500
			TRANSFERT DE CH. OPCO UNIFORMATION	7 657	4 726
			TRANSFERT DE CH. PREVOYANCE CHORUM	1 911	14 956
<u>CHARGES FINANCIERES</u>			<u>PRODUITS FINANCIERS</u>		
INTERETS EMPRUNT VOLKSWAGEN BANK	164	171	INTERETS BANCAIRES (LIVRET / CSL / EFC)	5 676	5 199
***** TOTAL (I)	1 410 837	1 720 993	***** TOTAL (I)	1 301 253	1 947 029
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>			<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>		
VALEUR COMPTABLE DES ELEMENTS D'ACTIF CEDES (II)		9 708	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (I)		11 300
			QUOTE-PART DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (II)	6 342	13 295
			REMBOURSEMENT PRÊT ACTION LOGEMENT (20 ANS) (III)	5 182	4 950
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES (III)	2 107	6 122	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS (IV)		131
***** TOTAL (I+II+III)	1 412 944	1 736 823	***** TOTAL (I+II+III+IV)	1 312 777	1 976 705
BENEFICE	-100 167	239 882	BENEFICE		
***** TOTAL GENERAL	1 312 777	1 976 705	***** TOTAL GENERAL	1 312 777	1 976 705

ETATS FINANCIERS AU 31/12/2024

ANNEXE 2024

Les comptes annuels de l'association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Le bilan de l'exercice présente un total de **417 409** euros.

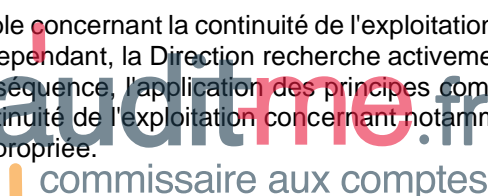
Le compte de résultat, affiche un total des produits de **1 312 777 €** et un total des charges de **1 412 944 €**, dégageant ainsi un résultat de **-100 167 €**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**. Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

L'application du principe comptable concernant la continuité de l'exploitation pourrait être remis en cause par la situation nette négative. Cependant, la Direction recherche activement de nouveaux axes afin de poursuivre ses activités. En conséquence, l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de continuité de l'exploitation concernant notamment l'évaluation des actifs et passifs, pourrait s'avérer non appropriée.



La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Objet social

Association d'Education Populaire fondée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901 et dénommée : Fédération Régionale des MJC de Champagne-Ardenne / FRMJC Champagne-Ardenne située au 43 esplanade Eisenhower – 51100 Reims.

La FRMJC Champagne-Ardenne œuvre dans le principe de la MJC de France.

L'association a pour buts :

- de fédérer et de représenter les associations qui, dans le champ de l'Education Populaire et de l'Action Culturelle, assure une animation et un développement territorial s'appuyant sur le renforcement des liens sociaux entre les populations
- de participer à l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation de tout projet de développement local dans les domaines de son champ d'action en direction tant des associations que des collectivités locales, départementales ou régionales.
- d'assurer et d'organiser la formation pour les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire.

Par ailleurs, la mission première de tout salarié FRMJC est d'incarner, de promouvoir les principes et les valeurs de la Charte de la MJC de France et le projet de la FRMJC Champagne-Ardenne ainsi que d'acquiescer les compétences correspondantes.

Les salariés missionnés dans des structures adhérentes et/ou conventionnées ayant pour vocation l'accueil du public, doivent, par vigilance, se mettre à disposition du public, veiller à son accueil et sa prise en charge quand la situation le nécessite. Chacun est tenu par un devoir de réserve et de discrétion vis-à-vis du public concernant l'activité interne et administrative. De plus, ces salariés missionnés doivent se conformer au règlement intérieur desdites structures adhérentes.

La convention collective applicable de la FRMJC Champagne-Ardenne est la convention collective nationale ECLAT (Convention collective nationale des métiers de l'éducation, de la culture, des loisirs et de l'animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale, au service des territoires).

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Stocks et en cours

Il n'y a pas de stock.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Une provision pour dépréciation est pratiquée pour la 2^{ème} année de mise en recouvrement.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits

Chaque année depuis l'exercice 2022, nous enregistrons un produit exceptionnel correspondant au remboursement de la cotisation de prêt employeur à l'effort de construction (PEEC) après 20 ans soit 5 182,00 € en 2024 correspondant au versement du prêt effectué en 2004. Nous ne sommes plus assujettis à cette cotisation depuis 2020 car le seuil est passé 20 à 50 salariés.

Droit Individuels à la formation (DIF) :

Néant, le DIF a été remplacé par le dispositif CPF.

Provision pour congés payés :

Néant, le DIF a été remplacé par le dispositif CPF.

Provision pour départ en retraite :

La provision pour départ à la retraite est calculée sur la base des salaires perçus par les salariés en considérant l'ancienneté éventuelle des salariés au moment de leur départ prévisible en retraite.

La provision est évaluée et transmise par la société PREDICA auprès de laquelle l'association dispose d'un contrat de placement des fonds financiers. Cette évaluation réalisée en prenant en compte les rémunérations des salariés, une table de mortalité, un taux d'actualisation et les probabilités de présence dans les effectifs au moment du départ en retraite, fait ressortir un montant d'indemnité potentielle de **236 004,27 €**, intégrant également le montant des charges sociales qui y sont liées.

De plus, le montant de cette indemnité potentielle est provisionné à hauteur de :

- 75% pour un salarié ayant moins de 40 ans ;
- 100% pour un salarié ayant plus de 40 ans.

En prévision des futurs départs à la retraite et afin d'assurer un équilibre financier à la structure lorsqu'elle devra faire face au décaissement des Indemnités de Fin de Carrière, l'association a placé sur un contrat IFC (Indemnités de Fin de Carrière) auprès de **PREDICA 91 993,00 €**,

Montant des rémunérations et avantages en nature versés aux cadres dirigeants :

Conformément à l'article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, l'association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeant bénévoles ou salariés.

La Loi précitée ne précise pas la définition de la notion de "cadre dirigeant bénévole et salarié". L'article 20 de la Loi précitée fait référence à la notion de "cadre dirigeant". Cette notion est différente de la notion de simple "dirigeant" puisqu'elle regroupe conformément aux dispositions de l'article L. 3111-2 du code du travail : *"Les cadres dirigeants ne sont pas soumis aux dispositions des titres II et III. Sont considérés comme ayant la qualité de cadre dirigeant les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans leur entreprise ou établissement."*

L'association a considérée qu'elle avait un seul cadre dirigeant à mi-temps pour invalidité au cours de l'année 2024 (Directeur Régional), présent au **31/12/2024**. Le montant global de sa rémunération s'élève pour l'année **2024 à 39 520,63 €**.

Autres Informations

Le bénévolat réalisé par le Président et le Trésorier de l'association est valorisé par l'association. Il est inscrit en bas du compte de résultat dans les Contributions volontaires et Charges de contributions volontaires. Celui-ci est évalué au taux horaire de 1,5 SMIC.

FRMJC CHAMPAGNE ARDENNE

Siège social : 43 Esplanade Eisenhower
51100 REIMS

SIRET : 775 612 757 00093 APE 9499Z

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims



1 Bd. Charles Ballet
10000 Troyes



Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72



e.moreau@cabinet-egele.fr
pjo.egele@cabinet-egele.fr

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

En application de l'article R. 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnée à l'article L. 612-5 du Code de Commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT :

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé :

En application de l'article R. 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnée à l'article L. 612-5 du Code de Commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

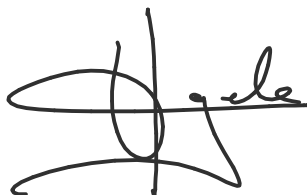
Convention avec : Fédération Départementale de la Marne

Personne concernée : Messieurs Dominique MICHEL et Jean Paul HUBERT

Objet et modalités :

- Facturation par la Fédération Départementale de la Marne en 2024 : 95 000 €
- Facturation par la FRMJC à la Fédération Départementale de la Marne en 2024 : 100 €

Reims, le 23 Mai 2025

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'P. Egele', with a stylized, cursive script.

Pierre J. EGELE